

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 2 (1995)

Heft: 3

Buchbesprechung: Suisse-Russie : Contacts et ruptures (1813-1955) = Schweiz-Russland : Aufbau und Krisen der Beziehungen 1813-1955 [éd. par Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo]

Autor: Pavillon, Sophie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

weis auf den Grad ihrer Selbstdäuschung interpretiert werden.

Zu befragen bleibt aus den gleichen Gründen auch Hubers Annahme der Rationalität des Kominternapparats und im Zusammenhang damit auch der Versuch, ein «Robotbild des kominterninternen «Säuberungsopfers» nachzuzeichnen. Gerade aufgrund der Lektüre von Hubers Buch erhielt ich einen anderen Eindruck, nämlich den von einer längst nicht immer rational entscheidenden Bürokratie und eindeutig zuständigen Instanzen; vielmehr scheinen bei den Entscheidungen über Leben und Tod auch Zufälle und Unwägbarkeiten mitgespielt zu haben. Jedenfalls fehlen auch Huber für mehrere Fälle von Verurteilung bzw. Nicht-Verurteilung einleuchtende Erklärungen.

Schliesslich ist Hubers Entscheid zu bedauern, das reichhaltige Material von ca. 100 Biographien nur als Einzelfälle oder in lexikalischer Form mitzuteilen. Dagegen hätte eine zusammenfassende Darstellung der schweizerischen Auswanderung in die Sowjetunion im Rahmen der sozialen, wirtschaftlichen und politischen Entwicklung der Schweiz in den zwanziger und dreissiger Jahren nicht nur kollektivbiographische Einsichten in soziale Herkunft, Beruf, Parteimitgliedschaft, Ursachen und Motive der Emigration usw. ermöglicht (die nun wohl erahnt werden können), sie hätte auch die Reaktionen von Wirtschaft und Politik auf die kommunistische Herausforderung verdeutlicht und damit auch das Wissen über den Grad von Demokratie der Schweiz jener Jahre bereichert. Dies ist um so mehr zu bedauern, als gerade die Reduktion auf den in Stalin verkörperten Terror es den professionellen Antikommunisten etwa von der Neuen Zürcher Zeitung leicht macht, sich in ihren nicht weniger ideologisch geprägten Vorurteilen bestätigt zu finden, nachdem die Beweise nun im Detail vorliegen.

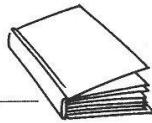
Zum Schluss eine Bemerkung allgemeiner Art. Mit den drei Arbeiten von Peter Stettler (1981), Peter Huber (1994) und Brigitte Studer (1994) ist die kleine Kommunistische Partei der Schweiz, die im politischen und gesellschaftlichen Leben der Schweiz, vom wirtschaftlichen ganz zu schweigen, nie über eine marginale Rolle hinauskam, erforscht wie keine andere politische Bewegung des 19. und 20. Jahrhunderts, während vergleichbare Untersuchungen über den hegemonialen Freisinn in seinen verschiedenen Aspekten weitgehend fehlen. Dies ist eine Disproportion, die zu denken geben muss.

Markus Bürgi (Zürich)

**ANTOINE FLEURY & DANIÈLE TOSATO-RIGO (ÉDS)
SUISSE–RUSSIE
SCHWEIZ–RUSSLAND
CONTACTS ET RUPTURES
(1813–1955). AUFBAU UND KRISEN
DER BEZIEHUNGEN 1813–1955
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES, HAUPT, BERNE
1994, 853 P., FS 68.–**

Dans ce volume publié sous le patronage du Département fédéral suisse des Affaires étrangères et du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, on peut consulter près de 850 pages de documents issus des Archives fédérales suisses ainsi que des Archives de la politique extérieure de la Russie tsariste puis soviétique, à Moscou. Fruit d'une collaboration entre historiens russes et suisses, cet ouvrage offre une abondance de sources très intéressantes, relatives à l'histoire des rapports bilatéraux entre la Suisse et la Russie, ou l'Union soviétique.

Les autorités de patronage, René Felber et Flavio Cotti, chefs successifs du Département fédéral des Affaires étran-



gères, et Andrei Kozyrev, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie au moment de la publication de ce volume, expriment leur satisfaction dans un langage qui flirte avec la langue de bois. Selon Kozyrev, «ce recueil de documents authentiques dont la plupart sont publiés pour la première fois, permet aux diplomates, aux savants, aux spécialistes et à l'opinion publique de voir sous un nouvel angle les débuts des relations entre nos deux pays et leur évolution pendant plus de 140 années. [...] Le bilan général de ce partenariat s'avère positif. C'est un exemple d'amour de la paix qui mérite le respect et qui est assez rare dans le système des relations internationales de l'histoire moderne» (p. vii).

Les historiens suisses chargés de l'édition des sources, Danièle Tosato-Rigo et Antoine Fleury, nuancent cette position et soulignent par exemple la difficulté qu'ils ont eue à publier des «documents soviétiques concernant la Suisse entre 1939 et 1946, notamment sur les négociations de Londres de 1944 en vue de rétablir les relations diplomatiques et sur la question des internés et réfugiés soviétiques en Suisse à l'issue de la Deuxième guerre mondiale» (p. xviii).

A la lecture des textes, en effet, les relations entre les deux États se révèlent bien moins lisses que ce que les autorités de patronage ont bien voulu en dire. En témoignent notamment près de 80 pages consacrées aux documents des années 1917–1918, période de la Révolution en Russie et de la grève générale en Suisse, ainsi que celles qui rappellent l'épopée du rapatriement des Suisses de Russie dans les décennies qui ont suivi la Révolution. Sont également publiés plusieurs textes intéressants datant de 1941, lorsque la Suisse a signé un accord commercial avec Moscou: le Pacte germano-soviétique était alors en vigueur et il a largement contribué à la conclusion de cet

accord. En raison de l'attaque de l'URSS par les troupes de l'Allemagne nazie, ce traité commercial ne sera jamais appliqué. Par contre, de larges milieux économiques suisses et certaines sphères du pouvoir helvétique soutiendront, avec un certain enthousiasme, la «croisade anticomuniste» engagée par le Troisième Reich contre l'URSS. Ce document secret issu des archives russes est là pour le rappeler: «Pendant la première partie de la guerre soviéto-allemande, la Suisse, en dépit de la déclaration qu'elle avait faite sur son respect d'une neutralité absolue dans cette guerre, rendit en fait toutes sortes de services à l'Allemagne. Elle mit à la disposition de celle-ci son industrie et presque toutes ses réserves disponibles en matières premières et d'approvisionnement. Elle conclut avec l'Allemagne toute une série d'accords commerciaux et de clearing à des conditions avantageuses pour cette dernière. La Suisse fut le pays où l'Allemagne transféra une partie de son industrie, où l'Allemagne mit en dépôt les objets de valeur pillés par les armées allemandes dans les districts et les régions occupés; elle fut le pays où les plus grands magnats de l'impérialisme allemand transféraient leurs capitaux, et enfin, et c'est là le principal, elle devint le centre de l'espionnage international allemand» (p. 535).

Minutieusement annoté, ce volume est peu mis en valeur par le reste de l'appareil critique. Une liste des documents publiés, voire une brève orientation sur le contenu de ceux-ci, auraient sans doute apporté beaucoup à l'édition et rendu son utilisation moins aléatoire et frustrante. La table thématique des documents et l'index des noms de personnes sont succincts, on ne trouve aucun index des associations, entreprises, banques, etc. Les historiens, éditeurs ou lecteurs, apparaissent en quelque sorte comme les parents pauvres de l'entreprise. Cela déçoit

surtout parce que les connaissances que les responsables de l'édition ont dû accumuler et maîtriser pour mener à bien ce travail sont en grande partie soustraites aux lecteurs: l'ensemble du volume est présenté en quatre modestes pages. C'est peu, mais cela convainc néanmoins que l'histoire sociale, politique et économique des relations entre la Suisse et la Russie aux XIXe et XXe siècles mérite d'être approfondie.

Sophie Pavillon (Lausanne)

HERMANN WICHERS
IM KAMPF GEGEN HITLER
DEUTSCHE SOZIALISTEN
IM SCHWEIZER EXIL 1933–1940

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 428 S., FR. 48.–

«Wir haben keine politischen und keine jüdischen Flüchtlinge in unserm Kanton. Man mag in Bern befehlen und beschließen, was man will», so der Thurgauer Polizeikommandant im August 1938, «unser Kanton wird keine Flüchtlinge zulassen.» (S. 58) Bisweilen verblüffende und öfter erschreckende Einblicke in eine Praxis, die jeder demokratischen und rechtsstaatlichen Tradition spottet, eröffnet die minutiöse politische Geschichte des deutschen Exils in der Schweiz von 1933 bis 1940. Wickers holt weit aus und schildert in einem ersten Teil das Umfeld der zunehmend von fremdenfeindlichem Kalkül und Sozialismusfurcht bestimmten Ausländerpolitik der Eidgenossenschaft seit dem Ersten Weltkrieg, bevor er in einem zweiten Teil die Hilfs- und Solidaritätsaktionen der schweizerischen Arbeiterbewegung und in einem dritten Teil die politischen Aktivitäten des Exils in der Schweiz bzw. von der Schweiz nach Deutschland hinein darstellt.

Eine *politische* Geschichte ist dies,

148 ■ insofern die schwierigen Lebensverhältnisse der Flüchtlinge nur am Rande Darstellung finden; um *Sozialisten* geht es im umfassendsten Sinn, d. h. neben dem schwer in sich zerstrittenen sozialdemokratischen geht es auch um das straff organisierte kommunistische Exil sowie die Anhänger zahlreicher, politisch wenig bedeutsamer, aber überaus aktiver Kleingruppen zwischen diesen Blöcken. Zeitlich setzt das Jahr 1940 angesichts der verfolgten Fragestellungen eine sinnvolle Zäsur, endete doch in jenem Jahr mit der Einweisung der meisten politischen Flüchtlinge in Arbeitslager und der Isolation der Schweiz nach der Niederlage Frankreichs definitiv die politische Wirkungsmöglichkeit aus dem Schweizer Exil.

Noch während der Recherchen zur Arbeit eröffnete der Schweizer «Fichenskandal» von 1991 neue Perspektiven, indem sich plötzlich der Zugang zu einem Teil der Akten der Bundesanwaltschaft öffnete, der bis dahin auch gegenüber wohlgegründeten Forschungsanliegen stets verweigert worden war. Aufschlussreich ist immerhin die Tatsache, dass auch nun noch über die Hälfte der relevanten Personendossiers und eine unbekannte Zahl von Sachdossiers gesperrt blieben, nicht zuletzt deshalb, weil die betreffenden Personen auch über das Kriegsende und ihre Ausreise aus der Schweiz hinaus weiterhin unter Beobachtung blieben. Dies betrifft sogar einen Wilhelm Hoegner, zeitweiligen bayrischen Ministerpräsidenten der Nachkriegszeit.

Diese Bemerkungen deuten schon darauf hin: Wickers Buch stellt einen wertvollen Beitrag zur Entstehungsgeschichte des «Schnüffelstaates» Schweiz dar und ist insofern auch für jene von Interesse, denen das deutsche Exil der 30er Jahre fern liegt. Überaus deutlich tritt die politische Einäugigkeit der Staatschützer hervor, die auch angesichts des bedrohlich anwachsenden Nationalsozia-

Lebensverhältnissen der Flüchtlinge nur am Rande Darstellung finden; um *Sozialisten* geht es im umfassendsten Sinn, d. h. neben dem schwer in sich zerstrittenen sozialdemokratischen geht es auch um das straff organisierte kommunistische Exil sowie die Anhänger zahlreicher, politisch wenig bedeutsamer, aber überaus aktiver Kleingruppen zwischen diesen Blöcken. Zeitlich setzt das Jahr 1940 angesichts der verfolgten Fragestellungen eine sinnvolle Zäsur, endete doch in jenem Jahr mit der Einweisung der meisten politischen Flüchtlinge in Arbeitslager und der Isolation der Schweiz nach der Niederlage Frankreichs definitiv die politische Wirkungsmöglichkeit aus dem Schweizer Exil.

Noch während der Recherchen zur Arbeit eröffnete der Schweizer «Fichenskandal» von 1991 neue Perspektiven, indem sich plötzlich der Zugang zu einem Teil der Akten der Bundesanwaltschaft öffnete, der bis dahin auch gegenüber wohlgegründeten Forschungsanliegen stets verweigert worden war. Aufschlussreich ist immerhin die Tatsache, dass auch nun noch über die Hälfte der relevanten Personendossiers und eine unbekannte Zahl von Sachdossiers gesperrt blieben, nicht zuletzt deshalb, weil die betreffenden Personen auch über das Kriegsende und ihre Ausreise aus der Schweiz hinaus weiterhin unter Beobachtung blieben. Dies betrifft sogar einen Wilhelm Hoegner, zeitweiligen bayrischen Ministerpräsidenten der Nachkriegszeit.

Diese Bemerkungen deuten schon darauf hin: Wickers Buch stellt einen wertvollen Beitrag zur Entstehungsgeschichte des «Schnüffelstaates» Schweiz dar und ist insofern auch für jene von Interesse, denen das deutsche Exil der 30er Jahre fern liegt. Überaus deutlich tritt die politische Einäugigkeit der Staatschützer hervor, die auch angesichts des bedrohlich anwachsenden Nationalsozia-